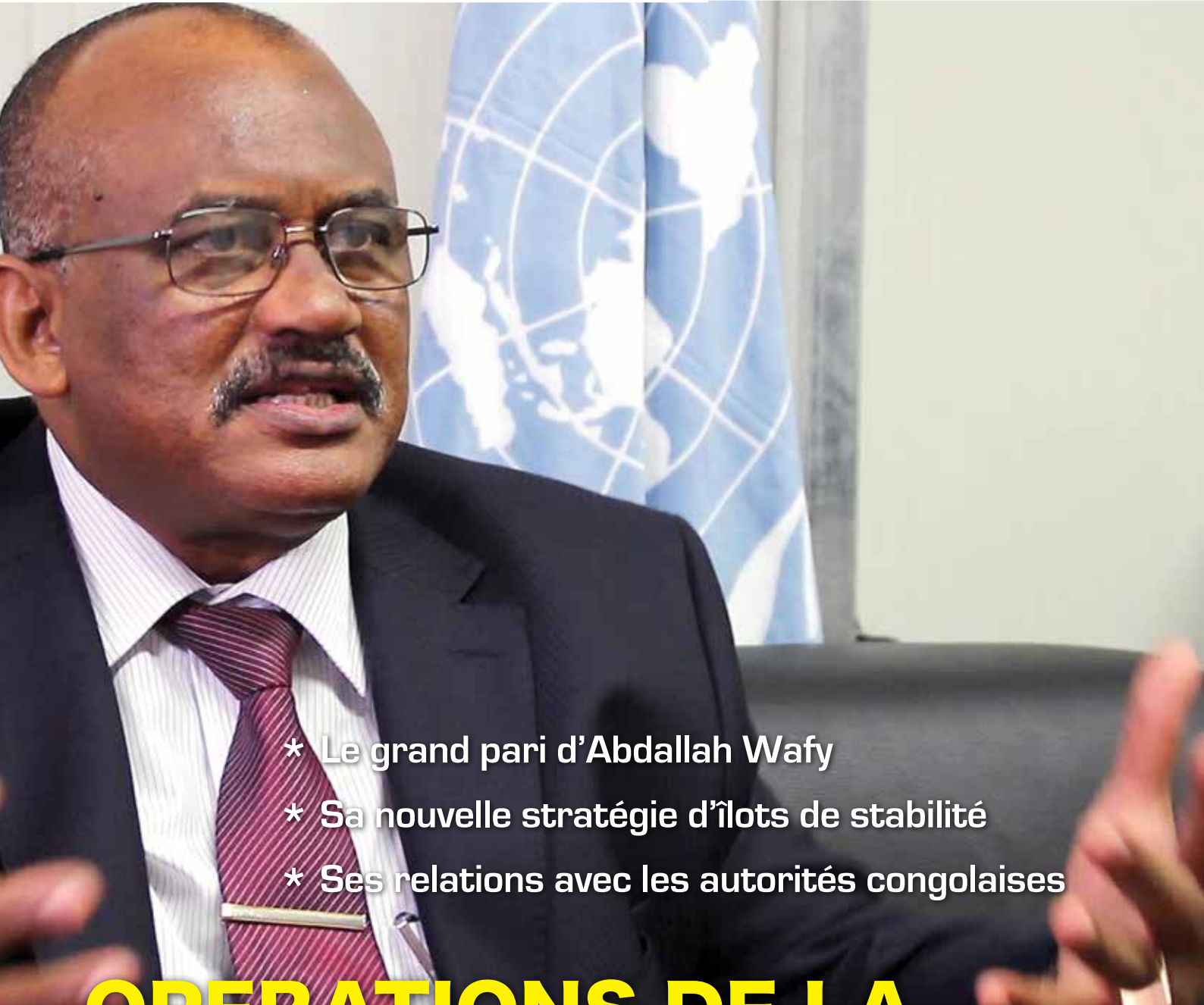




Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
Démocratique du Congo

Volume VI - N°36 • Juillet 2014

ECHOS *de la* MONUSCO



- * Le grand pari d'Abdallah Wafy
- * Sa nouvelle stratégie d'îlots de stabilité
- * Ses relations avec les autorités congolaises

OPERATIONS DE LA MONUSCO A L'EST : QUEL BILAN?

Arrêt sur image



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Il y a quatre ans, le 30/06/2010 à Kinshasa, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lançait l'opération MONUSCO, en remplacement de la MONUC.

Dossier

- 3 Îlots de stabilité : quoi? pourquoi? et comment?
- 5 Îlot de stabilité de Rutshuru : la preuve par l'Unité d'appui à l'Administration pénitentiaire
- 7 A Rutshuru, Martin Kobler et Julien Paluku disent leur satisfaction

Qui fait quoi à la MONUSCO?

- 8 La Police des Nations Unies et son rôle dans le Nord Kivu

Grande Interview

- 10 *Abdallah Wafy..*
"Le bilan des opérations de la MONUSCO à l'Est? Positif, mais insuffisant"

Entretien avec...

- 13 *Le Général de brigade Ramadhan Kimweri, commandant de la Brigade d'intervention de la MONUSCO rassure*
"La Brigade d'Intervention a accompli un excellent travail"

Reportage

- 15 La sécurisation de la ville de Goma vue par les populations
- 17 Ils racontent leur nouvelle vie à Goma...

Post-scriptum

- 18 De la Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Coordonnateur des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Tom Tshibangu et Yulu Kabamba, Mounia Lakhdar, Fatou Jobe, Basse Cheickh, Maja Bogioevic, Jean-Marc Matwaki, Natalie Marini

Îlots de stabilité : les raisons d'y croire

✉ Par Abdallah Wafy/MONUSCO*



En tant que responsable de toutes les opérations de la MONUSCO à l'Est de la République démocratique du Congo, j'ai la responsabilité d'intensifier nos activités de renforcement de l'autorité de l'Etat, de protection des civils et de stabilisation. Pour ce faire, j'ai impulsé une nouvelle stratégie appelée : "îlots de stabilité".

Le premier îlot de stabilité a été choisi suite à la signature d'un "acte d'engagement" entre les Maï Maï Kifuafula et les Raïa Mutomboki, dans le territoire du Walikalé au Nord Kivu, sans qu'il n'y ait eu d'opérations militaires préalables ni par les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo), ni par la MONUSCO. Etant donné qu'à l'initiative de l'église catholique et CARITAS, ces groupes étaient disposés à déposer leurs armes, il a semblé important à la MONUSCO d'accompagner cet effort en aidant le Gouvernement à rétablir son autorité dans cette zone.

La MONUSCO, à travers cette initiative, vise à tout mettre en œuvre pour restaurer ou renforcer l'autorité de l'Etat, ou à augmenter de manière significative le niveau de protection des civils dans un laps de temps relativement court. Il s'agit, donc, pour la MONUSCO, d'être présente sur le terrain, aux côtés des agents du Gouvernement, depuis l'administratrice territoriale jusqu'au greffier des prisons, en passant par la Police Nationale Congolaise, afin de les aider, au quotidien, à rétablir ou renforcer leur capacité, à répondre aux besoins des populations pour lesquelles ils travaillent.

Les îlots n'ont pas vocation à demeurer longtemps actifs car tous ces efforts doivent être rapidement repris à leur compte par le Gouvernement, ou le cas échéant, par d'autres agences de l'ONU ou des ONGs qui seront à même de fournir une assistance technique à long terme au Gouvernement.

Cette stratégie fait partie de l'ISSSS (Stratégie Internationale d'Appui à la Sécurité et à la stabilisation). Elle est en quelque sorte la réaction rapide de la MONUSCO à une situation particulière et elle ouvre le chemin à l'ISSSS qui, aux côtés de l'équipe gouvernementale du STAREC, préparera des projets de développement à plus long

Suite à la page 3

Editorial Suite de la page 2

terme. C'est une nouvelle approche du travail de la MONUSCO. Il s'agit de se focaliser sur des résultats, de chercher un impact le plus rapide possible afin de démontrer aux populations, de façon concrète, les dividendes de la paix.

Mais la MONUSCO n'est pas une agence de développement. Nous ne construisons pas d'écoles ou d'hôpitaux. Il y a des agences spécialisées de l'ONU qui peuvent le faire. Notre mission se concentre sur des domaines où nous possédons un avantage comparatif certain tel que l'assistance technique à la Police, aux tribunaux de paix et à leurs greffiers, aux procureurs de la République et à l'auditorat militaire, à la protection des enfants en période de conflit armé, au système pénitentiaire, à la lutte contre les violences sexuelles, à la recherche de solutions politiques aux différends et aux tensions intercommunautaires et, bien évidemment, à l'appui aux autorités territoriales, par exemple aux administratrices et administrateurs territoriaux.

Aujourd'hui, des îlots de stabilité ont été lancés à Kiwanja, à Walikalé et le troisième sera ouvert la première semaine de septembre à Masisi. Déjà, dans le cadre de ces îlots, plus de 936 membres de la Police nationale congolaise (PNC) ont été déployés dans le territoire de Rutshuru en plus d'une centaine d'éléments de la Légion nationale d'intervention (LNI) avec un appui logistique de la MONUSCO (transport, tentes, carburant et rations alimentaires). La MONUSCO y a ouvert un Centre de Coordination des Opérations (CCO) de sécurité avec le concours des FARDC et de la PNC. Des greffiers ont été formés à Walikalé. Un comité de protection contre les violences faites aux enfants et aux femmes a été établi à Rutshuru. Dans le cadre de ses projets à impact rapide (QIPS) la MONUSCO a dû financer la réhabilitation de la route qui va de Hombo à Walikalé (107 km).

La MONUSCO ne doit jamais remplacer l'action du Gouvernement dont l'engagement à long terme est essentiel car, sans investissement public il n'y aura pas de pérennité de l'action. Mais la MONUSCO est honorée de pouvoir appuyer le Gouvernement dans une phase initiale qui nous mènera vers des projets financés dans le cadre de l'ISSSS qui s'attaquera aux causes du conflit et proposera des solutions à plus long terme ■

**Représentant spécial adjoint
du Secrétaire général de l'ONU en RD Congo*



Il est surtout une tâche urgente : protéger les populations civiles. La photo montre des casques bleus en patrouille.

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Décryptage d'une nouvelle stratégie de la MONUSCO mise en œuvre pour appuyer le Gouvernement de la RD Congo en vue de restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones sorties de conflit

Îlots de stabilité : quoi? pourquoi et comment?

✎ Par Charles Antoine Bambara.

Dans l'Est de la République démocratique du Congo, après la défaite du Mouvement du 23 mars (M23) et la reddition de nombreux autres groupes armés, les îlots de stabilité initiés par la MONUSCO dans les zones sensibles ont commencé à fonctionner. Un fonctionnement progressif mais sûr, pour créer des conditions propices à la restauration de l'autorité de l'Etat et à l'établissement d'une stabilité durable. La présence de la MONUSCO dans ces zones devrait permettre aussi aux Forces armées de la République démocratique du Congo et à la Police nationale congolaise renforcées de disposer de plus de temps pour assumer leur responsabilité première.

Le sujet est d'actualité, les attentes de la population de ces zones sont pressantes. A Goma comme à Bukavu, en passant par Manono au Katanga, la stabilisation de l'ensemble de l'Est du pays est au centre des préoccupations. Beaucoup de questions sont posées à ce sujet. Récapitulons.

Quoi ?

Les îlots de stabilité sont une intensification des interventions de la MONUSCO en appui à la restauration de l'autorité de l'Etat dans une zone bien définie. Ils ont été créés particulièrement au Nord Kivu afin de rétablir

rapidement l'autorité de l'Etat en appuyant la police, la justice et l'administration locale. 4,5 millions de dollars de fonds supplémentaires sont consacrés aux efforts immédiats de redressement social et de construction des infrastructures.



Des civils marchands sous protection de casques bleus sud-africains sur la route Kalembe-Pinga, le 21/10/2010 au Nord Kivu

Photo d'archives MONUSCO

Pourquoi et comment?

Les îlots de stabilité ont pour objectif de lancer le processus de restauration de l'autorité de l'Etat, d'apporter l'appui technique afin de renforcer les capacités de l'Etat et de soutenir le Gouvernement dans son rôle de leader dans la promotion du développement de la province et du pays.

La MONUSCO doit se déployer dans les zones libérées de groupes armés quelques heures seulement après la fin des combats. Le but premier est d'initier le processus de restauration de l'autorité de l'Etat en aidant à répondre aux exigences minimum, au renforcement des capacités, et en appuyant le Gouvernement afin qu'il assume son rôle d'organisateur, et en appuyant les efforts de plaidoyer du gouvernement territorial.

Les îlots de stabilité ne doivent pas dépasser la durée d'une année. Après cette période, la stratégie ISSSS révisée doit s'appliquer pleinement et les organismes et organisations des Nations Unies ayant un mandat en matière de relèvement rapide et de développement doivent prendre le relais.

Cependant, certaines activités pourraient prendre plus d'une année avant d'être finalisées. Dans ce cas, la MONUSCO ne devrait pas s'engager pour plus d'une année et devrait, très tôt dans le processus, travailler avec le Gouvernement et avec d'autres organismes des Nations Unies pour une passation des responsabilités avant la fin de la première année.

Les activités des îlots de stabilité doivent être centrées sur la restauration de l'autorité de l'Etat, et pas sur les activités de

développement qui peuvent être réalisées par les organismes de l'ONU ou d'autres acteurs présents sur le terrain. (Cependant, la réfection d'une prison, le renforcement des capacités de quelques responsables gouvernementaux peuvent être considérés comme des activités de développement).

L'ambition des îlots de stabilité est d'apporter une nouvelle approche au travail de la Mission, approche qui met l'accent plutôt sur les solutions aux problèmes systémiques dans les prestations de services par l'Etat au niveau local que sur la prestation directe de services.

Les îlots de stabilité doivent être aux côtés du Gouvernement et travailler avec celui-ci au quotidien.

Le personnel des îlots de stabilité doit avoir une approche pratique et durable

s'agissant de la restauration de l'autorité de l'Etat.

Le personnel des îlots de stabilité s'attache également à renforcer les capacités au moyen de formations sur le terrain, l'encadrement, l'accompagnement et l'assistance technique.

Le Gouvernement doit rapidement et de façon visible remplir le vide créé par le départ d'un groupe armé.

Les îlots de stabilité sont une intensification des activités civiles de la Mission ; ils exigent une réaction et un déploiement rapides; ils apportent de la vitesse aux actions de la MONUSCO et visent des résultats tangibles et visibles; ils exigent une flexibilité dans les activités de la Mission et au sein de son personnel. Ils apportent une dimension d'urgence à la Mission ■



La police nationale congolaise (PNC) bénéficiant d'une formation de renforcement des capacités opérationnelles dans l'îlot de stabilité de Rutshuru

Photo MONUSCO UNPOL

Îlot de stabilité de Rutshuru : la preuve par l'Unité d'appui à l'Administration pénitentiaire

Par Martha Biongo/MONUSCO

Elles sont nombreuses les sections organiques de la MONUSCO qui travaillent dans le territoire de Rutshuru, dans le cadre du programme de stabilisation, en étroite collaboration avec l'administration publique provinciale du Nord Kivu, la société civile, les Organisations non gouvernementales, la Police nationale congolaise et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Objectif : contribuer et aider à la restauration de l'autorité de l'Etat, au lendemain de la défaite du M23 et de la neutralisation d'autres forces négatives qui opéraient dans cette zone.

Parmi ces sections, la Police des Nations Unies, l'Unité d'appui à l'administration pénitentiaire, les Affaires civiles, la Protection de l'enfant et DD/RRR (Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion) effectuent régulièrement des visites d'évaluation et de travail dans cet îlot de stabilité.

Les activités d'appui à la stabilisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat par la MONUSCO dans l'îlot de stabilité de Rutshu-

ru ont été lancées le 22 janvier 2014.

Première section substantive à être impliquée dans ces activités, l'Unité d'Appui à l'administration pénitentiaire de la MONUSCO a déployé quelques membres de son staff dans ce territoire pour soutenir et appuyer le travail de la justice. A travers un long cycle de formation et de renforcement des capacités, des agents et cadres pénitentiaires de l'administration publique ont été formés notamment à la bonne gestion du personnel de prison et des détenus. Des gardiens de prison, des officiers de la police nationale congolaise ont suivi des cours d'encadrement qui leur ont permis de bien accomplir leurs tâches respectives, dans le respect des droits de l'homme ainsi que le rétablissement de l'ordre et la sécurité dans le milieu carcéral.

Une autre activité principale menée par la section d'Appui à l'administration pénitentiaire à Rutshuru a été le soutien du travail générateur des revenus exercé par les prisonniers. Ceux-ci s'adonnent aux travaux champêtres. Ils cultivent des champs de légumes : maïs, manioc, haricots, choux, pour

leur consommation et la vente aux habitants des villages environnants.

Deux champs d'environ 1000 ares sont cultivés au sein de la prison centrale de Rutshuru. La MONUSCO, en collaboration avec la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) soutient cette activité de développement et d'autonomisation, qui tant soit peu résout le problème d'alimentation des prisonniers auquel se trouvent confrontées les autorités pénitentiaires.

La section Appui à l'administration pénitentiaire de la MONUSCO a assisté les responsables de la prison à mener une campagne d'appel de fonds pour encourager et promouvoir cette activité agricole des prisonniers de Rutshuru.

Avec l'aide d'autres sections, HIV/Sida, Police des Nations Unies, Genre, Affaires civiles et Protection de l'enfant, l'Unité d'appui à l'administration pénitentiaire compte participer activement à la stratégie de mise en place des îlots de stabilité de la MONUSCO pendant tout le temps que durera ce projet ■



L'Unité d'Appui à l'administration pénitentiaire de la MONUSCO soutient le travail générateur de revenus, dont ce champ de choux cultivé par les prisonniers

Plaidoyer pour une meilleure interaction avec la population civile à travers le concept d'îlots de stabilité

A Rutshuru, Martin Kobler et Julien Paluku disent leur satisfaction

Par Martha Biongo/MONUSCO



Photo MONUSCO/Martha Biongo

Martin Kobler, chef de la MONUSCO (2^{ème} à droite) et le gouverneur du Nord Kivu, Julien Paluku (1^{er} à droite) lors d'une visite d'évaluation d'îlots de stabilité à Rutshuru

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Martin Kobler, a effectué le 20 août 2014 une tournée d'évaluation dans les "îlots de

stabilité" du terroir de Rutshuru dans la province du Nord Kivu. Il s'est rendu dans les villes de Rutshuru et de Kiwanja pour se rendre compte du travail fait à ce jour en vue du rétablissement de l'autorité de l'Etat et la

protection des populations civiles dans ce territoire après la défaite du M23 et d'autres groupes armés. Le Chef de la MONUSCO était accompagné du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des



Photo MONUSCO/Martha Biengo

Le gouverneur du Nord Kivu (à l'avant centre de la photo) parlant à la presse, s'est dit satisfait du fonctionnement d'îlots de stabilité

Opérations à l'Est, le général Abdallah Wafi, du Gouverneur du Nord Kivu, Julien Paluku, de l'Ambassadeur des Etats-Unis, du Haut-Commissaire britannique et d'autres membres du corps diplomatique accrédité en RD Congo.

Le Représentant spécial a expliqué que le concept d'îlots de stabilité "est destiné à lancer le processus de restauration de l'autorité de l'Etat, d'apporter l'appui technique afin d'améliorer les capacités de l'Etat et de soutenir le Gouvernement dans son rôle de leader dans la promotion du développement de la province et de l'ensemble du pays". Et c'est pour cette raison, a-t-il poursuivi, qu'il y a une reconfiguration de la Mission qui a déployé davantage d'effectifs de l'ouest vers l'est pour une meilleure interaction avec la population dans la mise en œuvre du concept d'îlots de stabilité et du mandat.

M. Kobler a ajouté que le concept "îlots de stabilité" se veut une réponse rapide à un conflit spécifique en vue de stabiliser la zone et d'assurer la protection des civils. Il a cependant précisé que les activités menées dans le cadre des îlots de stabilité n'ont pas vocation à remplacer le Gouvernement ni les organismes humanitaires et de développement des Nations Unies.

Le Chef de la MONUSCO a ainsi appelé

le gouvernement provincial et national, à s'impliquer afin que le concept devienne une réalité, car, a-t-il indiqué, "les îlots de stabilité" sont aussi une des stratégies ou indications pour la sortie de la Mission. M. Kobler a toutefois précisé que "la Mission ne laissera pas derrière elle un gouvernement fragile mais un gouvernement stable en termes de sécurité et de développement".

Excellente initiative

Réagissant aux propos du Représentant spécial, le Gouverneur du Nord Kivu, Julien Paluku, a déclaré que les îlots de stabilité constituent une excellente initiative de la part de la MONUSCO et que le gouvernement est prêt à la soutenir pour en faire une réussite.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en charge des Opérations dans l'Est de la RDC, le général Abdallah Wafi, a souligné que la MONUSCO déployait tous les efforts nécessaires pour faire de ce concept un succès. Des membres de différentes composantes de la Mission, à savoir Police des Nations Unies, Affaires civiles, Protection de l'Enfance, Militaire, sont présents sur le terrain et interagissent constamment avec l'Administration du territoire, la société

civile, la Police Nationale congolaise (PNC) et les Forces Armées de la RDC (FARDC) en vue de renforcer les capacités, notamment en assurant la formation et l'encadrement pour la protection des civils, l'un des piliers du mandat de la MONUSCO.

Appui logistique important

Le général Wafi a, en outre, évoqué les efforts énormes déployés par la MONUSCO pour assurer l'appui logistique nécessaire au processus de désarmement volontaire des combattants des FDLR, ainsi que la ferme volonté de la Mission onusienne d'aider à remettre le pays sur les rails. Enfin, Il a appelé à une bonne collaboration, au dialogue et à la coexistence pacifique entre tous les groupes ethniques au sein de la population.

L'Ambassadeur des Etats-Unis, pour sa part, s'est félicité de cette bonne initiative de la MONUSCO qui, a-t-il dit, a encouragé son gouvernement à construire une école, à Rutshuru, dans le cadre de sa contribution au développement du Nord Kivu.

Auparavant, l'Administrateur territorial de Rutshuru a, lui aussi, loué l'initiative d'instaurer des îlots de stabilité dans son territoire. Il a appelé la MONUSCO à apporter du personnel et de la logistique nécessaires pour lancer ce processus ■

La Police des Nations Unies et son rôle dans le Nord Kivu

Que font les sections organiques de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo dans l'est du pays, en marge du processus de reconfiguration? Les activités de la Police des Nations Unies, expliquées par Belco Diallo, responsable du bureau des opérations de la Police MONUSCO, à Goma.

Echos de la MONUSCO : Combien d'unités composent actuellement la Police MONUSCO du Secteur de Goma ?

Belco Diallo : La Police MONUSCO est composée d'un secteur basé à Goma et trois sous-secteurs (Rutshuru, Masisi et Walikale), dont un secteur opérationnel à Rutshuru. Ses effectifs sont de quarante-deux officiers dont trente-deux à Goma et dix à Rutshuru.

Quel est le plan d'action à court et moyen terme ?

Le plan d'action de la Police MONUSCO, dans le secteur de Goma, a six volets principaux : poursuivre des activités en vue de l'amélioration de la sécurité et la protection des civils; appui à la lutte contre l'insécurité urbaine et périurbaine à travers les patrouilles diurnes et nocturnes des Unités de Police); formation; appui et suivi du processus de déploiement de la PNC (Police nationale congolaise); renforcement de la participation d'UNPOL (Police des Nations Unies) au sein des mécanismes de protection conjointe.



Aussi, la Police MONUSCO compte-t-elle poursuivre des missions "task-force" qui permettent de contribuer au système d'alerte précoce et de rapporter les préoccupations sécuritaires et socioéconomiques des populations visitées; soutenir la restauration de l'autorité de la PNC sur toute l'étendue de la province du Nord Kivu et participer au fonctionnement des Îlots de Stabilité. Soutenir et coordonner

le processus de redéploiement UNPOL dans les sous-secteurs créés à Rutshuru, Masisi et Walikale.

Quels sont les principaux secteurs d'activités que couvre la Police des Nations Unies dans la province du Nord Kivu?

Il existe sept secteurs d'activités, relatifs notamment au renforcement des capacités

de la Police nationale congolaise (PNC); à la formation de base et spécialisée; appui à la réforme de la police; appui à la protection des civils; appui à la protection des personnes et équipements des Nations Unies; appui au processus électoral.

Que peut-on attendre, spécifiquement, de ces activités dans le secteur de Goma ?

S'agissant du "Renforcement des capacités de la PNC" la Police de la MONUSCO a un rôle important à jouer. Elle apporte conseils et assistance technique à la Police nationale congolaise à travers la stratégie de colocation des unités de la PNC ; un appui opérationnel et un soutien logistique. Elle mène des activités de monitoring dans les unités de la PNC; fait la collecte d'informations et



Le Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général Jean Baillaud (1^{er} à droite), le Commandant de la Brigade d'intervention, le Général Ramadhan Kimweri (2^{ème} à droite) et le Chef de la composante Police de la MONUSCO, le Général Pascal Champion lors d'une visite à Kashebere, dans le Nord Kivu, le 19 juillet 2014

l'analyse de renseignements (au plan sécuritaire, politique et socioéconomique).

La formation de base et spécialisée au profit de la PNC a eu quelques résultats probants suivants : Avant 2012 : 1, 700 agents de la PNC ont été intégrés et formés. En 2012 : 97 cadres policiers ont été formés en gestion du personnel et des unités de police. En 2013 : 287 membres de la Police nationale congolaise ont été intégrés

et formés (formation de Base). En 2014, la Police MONUSCO a formé 55 formateurs de formateurs de la PNC et 302 membres de la PNC en Police de Proximité, Police des Mines et Lutte contre les Violences Sexuelles et Violences basées sur le Genre (SGBV) au Centre d'Instruction (CI) de Mungunga

De l'appui de la Police MONUSCO à la Réforme de la Police nationale congolaise, il ressort que : au niveau local, l'UNPOL fait de la sensibilisation et dissémination du programme et matériel de la réforme (Loi organique, Statut du policier de carrière, décrets de mise en œuvre). Elle participe activement aux différents programmes relatifs à l'application de la réforme.

En quoi consiste le volet appui à la protection des civils ?

Dans ce domaine il faut noter : la participation aux missions des équipes conjointes de protection avec d'autres sections de la MONUSCO ; l'appui technique à la PSPEF (Police Spéciale de Protection de l'Enfant et de la Femme) ; la lutte contre l'impunité et les violations des droits de l'homme commises par les officiers PNC (plus de 60 policiers congolais ont été mis en prison et cinq d'entre eux condamnés). L'UNPOL participe aux mécanismes de protection des civils (POC) au niveau provincial. Elle participe aux missions conjointes (JIT, JMT, JAM) avec d'autres sections de la MONUSCO, de même qu'aux visites conjointes de lieux de détention.

Elle organise des missions quotidiennes "Task Force" (Groupe de travail) dans le cadre de la protection des populations civiles; elle a conçu et mis en œuvre une stratégie d'appui à la PNC dans la lutte contre la criminalité à GOMA et BENI (SOLIB : Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni-Ulinzi Bora).

Comment l'UNPOL appuie-t-elle la protection des personnels et équipements des Nations Unies ?

Cet appui se réalise en coordination avec les Unités de police constituées (FPU), la Force et Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies (UNDSS), à travers des escortes du personnel et agences des Nations Unies; la protection des installations des Nations Unies; des patrouilles conjointes aux domiciles des staffs des Nations Unies; le renforcement des capacités de la Force MONUSCO en Maintien et rétablissement de l'ordre public (MROP). Ainsi que des patrouilles conjointes diurnes et nocturnes de sécurisation (FPU-PNC).

Et l'appui au processus électoral ?

Il s'agit ici d'assurer la formation à la Police nationale congolaise dans le cadre du processus électoral (les unités d'intervention et territoriales de la PNC.)

Quels sont les principaux défis à relever ?

Ils sont nombreux, et on peut en citer quelques-uns : le projet pilote de création d'une unité spéciale de la PNC en charge de la sécurisation des personnes déplacées dans les camps restés en souffrance pour raison de financement. L'extension de la capacité d'accueil de l'Ecole de Formation PNC de Mungunga. Le déploiement de l'équipe d'investigation de la PSPEF (Police Spéciale en charge de la Protection de la Femme et de l'Enfance) dans les camps et sites des déplacés pour la prise en charge immédiate des cas d'abus sexuels.

A noter également les difficultés dans l'opérationnalisation des JMT sur les axes prioritaires ISSSS/STAREC ; les difficultés liées à la restauration de l'autorité de la PNC dans toute la province du Nord Kivu. Des questions logistiques (pénurie d'ordinateurs et de véhicules en mauvais état de fonctionnement) ; des difficultés logistiques dans l'opérationnalisation des nouveaux sous-secteurs UNPOL et des Îlots de Stabilité.

Sans oublier, parmi ces défis, l'existence de nombreux conflits ethniques et fonciers dans la province.

En dépit de ces défis, quelles sont les réalisations de l'UNPOL dans la province, pendant ces quatre derniers mois ?

L'UNPOL a mené plusieurs actions sur le terrain, à savoir, la participation à plusieurs stages de formation et de perfectionnement au profit de la PNC (2 441 au total au Centre d'Instruction de Mugunga). Suivi et participation aux mécanismes de lutte contre l'Insécurité à Beni (Check-points, patrouilles conjointes, monitoring et renforcement des capacités des OPJ (officiers de police judiciaire) de Beni et d'autres territoires ; la participation à toutes les missions conjointes de protection des civils, et le suivi quotidien des camps des déplacés.

L'UNPOL a aussi participé à tous les mécanismes conjoints de gestion des conflits ethniques et fonciers ainsi qu'à tous les mécanismes de protection conjointe; elle a participé à la mise en œuvre et au suivi du mécanisme d'alerte précoce par le déploiement sur le terrain de Groupe de Travail (Task-Force) qui fournisse des précieuses informations à la direction de la mission sur les menaces pour la Sécurité ■

Abdallah Wafy :

“Le bilan des opérations de la MONUSCO à l’Est ? Positif, mais insuffisant”

Responsable des opérations de la Mission de l’Organisation des Nations Unies dans l’Est de la République démocratique du Congo, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Abdallah Wafy, dresse son premier bilan. Au cours d’un entretien qu’il a eu avec “ECHOS DE LA MONUSCO”, il explique ses motivations, ses réalisations et ses grands défis. Crédible et sans détour, le Général Wafy livre son idée sur le désarmement des groupes armés, notamment les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), la nature de ses relations avec les autorités politiques congolaises, la société civile, les partis politiques (opposition et majorité présidentielle). Interview.

✉ Par Joseph Albert Tshimanga/MONUSCO

ECHOS DE LA MONUSCO : M. Wafy, outre vos tâches spécifiques en tant que Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, en charge de l’Etat de droit, en République démocratique du Congo, vous êtes responsable des opérations de la MONUSCO à l’Est du pays. Pouvez-vous nous dire en quoi consistent ces opérations ?

Abdallah Wafy : Merci de me donner l’occasion de parler de nos activités dans cette partie de la RDC. D’abord je voulais rappeler que les Résolutions 2098 et 2147 du Conseil de sécurité ont expressément demandé à la MONUSCO de réduire sa présence à l’ouest de la RDC pour se concentrer dans les zones affectées par les conflits dans les zones où existent encore des groupes armés illégaux aussi bien congolais qu’étrangers et qui portent atteinte à l’autorité de l’Etat congolais. Donc, dans le cadre de notre mandat, la Mission a accru sa présence militaire et civile dans les zones de l’Est, essentiellement au Nord Kivu, au Sud Kivu, dans la province orientale, l’Ituri notamment, et dans une certaine mesure dans le nord Katanga. Ce sont ces zones qui



sont essentiellement concernées par nos opérations.

Comme vous le savez déjà, la Force de la MONUSCO est à peu près à 95% déployée à l’Est. Dans le cadre de ses opérations à l’Est, par le déploiement de son personnel civil et ses experts, la MONUSCO s’est engagée, avec sa Force, non seulement à aider à protéger la population, à créer des conditions de sécurité dans ces zones, mais aussi à appuyer les gouvernements et autorités provinciales à y renforcer l’autorité de l’Etat. L’autorité de l’Etat c’est l’administration territoriale, la police nationale congolaise; c’est la justice et les prisons. Ceci pour que dans ces zones il y ait une présence plus accrue des représentants de l’autorité de l’Etat et un fonctionnement régulier par la protection. Ainsi, en cas de violations des droits des personnes qu’il puisse y avoir un fonctionnement normal de la justice ; que tous ceux qui sont condamnés par la loi purgent leurs peines et qu’on restaure un bon fonctionnement des institutions de sécurité pour la paix et la protection des populations civiles. Voilà ce à quoi nous contribuons au quotidien.

Nous faisons tout cela à travers un concept que nous avons développé et dénommé “*îlots de stabilité*”. Concept selon lequel la MONUSCO décide de se redéployer rapidement dans les zones libérées de groupes armés. Par exemple, au Nord Kivu dans le territoire de Rutshuru, lorsque le M23 était vaincu, il fallait aider le gouvernement provincial du Nord Kivu à prendre en main ce territoire. Il fallait accompagner l’administrateur du territoire, redéployer la Police nationale congolaise parce que le M23 avait occupé ce territoire et chassé les représentants de l’Etat congolais. Grâce à la victoire des FARDC sur cette force négative, la MONUSCO a appuyé l’administration territoriale et policière à non seulement réoccuper les zones libérées mais aussi à les aider à fonctionner normalement.

La MONUSCO est même allée au-delà. Dans le cadre de la Stratégie de stabilisation



Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RD Congo, confiant en l'avenir

et de sécurisation (STAREC), pendant les trois dernières années (2010, 2011 et 2012), nous avons réussi à mobiliser et à investir environ 300 millions de dollars américains sur les six axes prioritaires qui avaient été retenus au Nord Kivu, au Sud Kivu et dans l'Ituri. De Goma à Bogoro en passant par Geti, Rutshuru et Kiwanja, l'objectif fixé était d'appuyer, par la reconstruction, les commissariats de police, l'équipement de la police nationale déployée, les prisons et l'administration territoriale.

Maintenant il s'agit, dans le cadre des opérations que nous menons, dans le cadre d'appui à la restauration de l'administration de l'autorité de l'Etat et la stabilisation de ces zones, d'aller au-delà à travers le STAREC, aider à reconstruire des infrastructures pour appuyer l'administration territoriale, la justice, la police et aider aussi les communautés dans le cadre de la réconciliation et du dialogue.

Comment alors, jugez-vous votre bilan ?

Le bilan est positif mais insuffisant. Et pour cause. La RDC n'est pas un pays mais un sous-continent. C'est un pays immense et les défis sont également immenses. Les défis sont essentiellement logistiques; il existe beaucoup de zones inaccessibles. Par exemple, pour aller à Walikale, de Walikale à Kisangani, c'est tout un défi. Le handicap principal c'est le manque d'infrastructures qui font que les

zones entières sont enclavées. Ce qui donne lieu, faut-il le reconnaître, à la prolifération des groupes armés. Les Forces armées de la République démocratique du Congo, la Police nationale, l'Etat en général, ont du mal à se déployer dans ces zones pour y assurer la sécurité et empêcher que ces groupes armés ne se multiplient.

La mission de sécurité dans ces zones est également une mission de développement, parce que ce sont des zones minières et agricoles. Il faut qu'à travers les routes les productions agricoles circulent vers les centres de consommation. Cela va créer les conditions de base de prospérité économique. C'est pourquoi nous estimons que les efforts que nous avons déployés sont positifs, mais insuffisants.

Il faut rappeler, dans ce sens, que la condition sine qua non de stabilisation dans toutes ces zones sorties de conflit est la neutralisation des groupes armés tant nationaux qu'étrangers. Il n'y a que l'armée nationale et la police qui doivent porter les armes. Tous les groupes armés, fussent-ils les milices d'autodéfense populaire sont illégaux. C'est l'Etat congolais qui a la responsabilité et le devoir de protéger les populations sur son territoire.

Nous voulons contribuer à restaurer l'autorité de l'Etat par le processus de DDRR, de façon pacifique, mais aussi par

l'intervention militaire. Avec les FARDC, nous voulons mener des opérations conjointes pour neutraliser les groupes armés afin de les amener à accepter ce processus de désarmement, démobilisation et rapatriement. Nous devons commencer à aider à restaurer l'autorité de l'Etat pour que les populations sortent des multiples exactions et violations dont elles sont souvent victimes.

L'on a beaucoup parlé des FDLR ces derniers temps. Comment pouvez-vous expliquer ce dossier à ceux qui l'ont raté au départ et quel est le rôle que joue la MONUSCO ?

Les FDLR, très brièvement, sont un groupe politico-militaire qui a été impliqué dans le génocide de 1994 au Rwanda. Suites aux pressions internationales, le Zaïre d'antan, la République démocratique du Congo d'aujourd'hui, a été obligé d'accepter sur son territoire des centaines de milliers de réfugiés rwandais qui se sont installés dans les Kivu. Aujourd'hui, nous faisons face aux conséquences néfastes de la présence de ce groupe armé étranger. Les milices interhamwe ont profité de l'exode de 1994 pour s'infiltrer et s'incruster dans les provinces des Kivu. Ils y ont causé d'énormes dégâts, commis d'actes de viols, détruit, la pêche, les mines; pratiqué le braconnage et l'exploitation illicite des ressources minières.



Le Général Wafy (à gauche) accompagnant le Ministre de l'information et Médias, Lambert Mende (au centre) à Kanyabanyonga au Nord Kivu, à la rencontre des combattants FDLR démobilisés dans le cadre du programme DD/RRR.

La RDC a décidé que ces FDLR doivent quitter son territoire. Elle a demandé à la communauté internationale qu'on désarme ces FDLR soit volontairement soit par la force militaire. Suite à ces pressions les FDLR ont accepté le processus de désarmement volontaire.

Naturellement, la MONUSCO qui est une mission de maintien de la paix s'est jointe au gouvernement de la RDC, à la SADC, à la CIRGL pour soutenir ce processus. Nous soutenons ce processus grâce notamment au dispositif que nous avons déployé dans le Nord Kivu, à Kanyabanyonga, pour recevoir tous les FDLR présents dans ces camps afin de les rapatrier hors des Kivu, et en attendant, trouver un pays tiers d'accueil. Cela va permettre de régler les questions de sécurité qui empoisonnent les relations entre les pays de la région des Grands Lacs, notamment la RDC et le Rwanda.

Si aujourd'hui, grâce à ce processus, nous nous mettons tous ensemble, RDC, SADC, CIRGL, MONUSCO, nous allons trouver des solutions définitives au dossier des FDLR.

A cet égard, vous aviez suivi qu'à travers la réunion des chefs d'Etat au niveau de la SADC, il a été donné aux combattants FDLR jusqu'en décembre 2014 pour accepter le processus de désarmement volontaire. Nous pensons que c'est raisonnable. Il faut, par contre, que les FDLR le sachent: faute de respecter cette demande des Nations Unies appuyée par la SADC, la CIRGL, les autorités congolaises, il n'y aura pas d'autre alternative.

Nous nous engagerons militairement

avec toutes les conséquences que cela peut entraîner. Mais, la question des FDLR doit être réglée une fois pour toutes. Autrement, il n'y aura pas de paix sur cette partie de l'Est de la RDC.

La Résolution 2147 du Conseil de sécurité des Nations Unies fixe à la MONUSCO trois grandes priorités : la protection des civils, la stabilisation et l'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région. Quel rôle doit jouer la Mission dans ce dernier aspect de la question ?

L'Accord-cadre comprend des engagements des pays signataires et au niveau national et aux niveaux international et régional. En ce qui concerne la RDC, les autorités du gouvernement ont mis en place un mécanisme de suivi pouvant respecter les engagements pris dans le cadre de cet accord. Et la MONUSCO, de concert avec des partenaires extérieurs, notamment des bailleurs de fonds, soutient et appuie entièrement cet accord et sa mise en œuvre.

Quelle est la vraie nature des relations qui existent entre vous, en tant que responsable des opérations de la MONUSCO à l'Est, et les autorités provinciales ?

Personnellement je peux qualifier ces relations d'excellentes. Que ce soit au niveau de Kinshasa, ici à Goma et à travers la province du Nord Kivu voire le Sud Kivu, nos relations sont bonnes et au beau fixe. Nous accompa-

gnons les autorités civiles, militaires et toute l'administration provinciale dans leurs activités quotidiennes. Grâce à notre engagement, notre appui, grâce aux conditions que nous avons créées, nous travaillons en bonne intelligence.

Je me réjouis de la qualité de nos relations avec les autorités provinciales et gouvernementales, certes, mais également avec les personnalités politiques de l'opposition et de la majorité présidentielle, et y compris la société civile. Toutes ces personnalités, toutes les autorités apprécient nos relations et notre partenariat est agissant et sincère.

Où en est-on avec le processus de reconfiguration de la MONUSCO ? Ce processus a-t-il atteint ses objectifs ?

Oui, le processus de reconfiguration de la MONUSCO a atteint ses objectifs. Ce processus va continuer. Encore une fois, nous sommes une mission de maintien de la paix. Par définition, une mission de maintien de paix est appelée à finir, à partir. La MONUSCO doit quitter le Congo. Elle devra quitter et transférer l'essentiel de ses tâches aux autorités gouvernementales et aux équipes spécialisées des Nations Unies, notamment les agences. La force spéciale de la MONUSCO devra quitter la RDC, faire en sorte qu'après ce départ les FARDC doivent être en mesure d'assurer l'intégrité territoriale et la défense du pays. Dès que toutes les conditions de sécurité et d'intangibilité du territoire seront réunies, la Force de la MONUSCO n'aura plus sa raison d'être ■



Le Général de brigade Ramadhan Kimweri, Commandant de la Brigade d'intervention de la MONUSCO rassure.

“La Brigade d'Intervention a accompli un excellent travail”

Le processus de rétablissement de la paix dans l'Est de la République démocratique du Congo est suffisamment avancé, soutient le Commandant de la Brigade d'intervention, Ramadhan Kimweri, dans un entretien à ECHOS DE LA MONUSCO.

Propos recueillis par Sylvestre Kilolo/MONUSCO

ECHOS DE LA MONUSCO : Comment évaluez-vous le travail accompli par la Brigade d'intervention après la défaite du M23 dans le cadre du processus de stabilisation de l'Est de la RDC ?

Ramadhan Kimweri : Un excellent travail qu'ont accompli mes collègues membres de la Brigade d'intervention. Je peux dire que cela a permis non seulement de rétablir l'autorité de l'Etat mais aussi la liberté de mouvement de la population locale. Les

gens peuvent désormais aller dans leurs champs pour cultiver, et puis acheminer librement leurs récoltes vers les marchés, et en même temps se reconstruisent des écoles et des hôpitaux. La situation est généralement favorable.

Pensez-vous que les zones jadis contrôlées par le M23 sont aujourd'hui libres de toute menace contre la population ?

Oui, dans une très large mesure ; car je

viens de vous dire qu'il y a rétablissement de l'autorité de l'Etat, liberté de mouvement...

Quelle est votre prochaine priorité après la défaite du M23 dans ce processus de stabilisation de l'Est de la RDC ?

La Brigade d'intervention est sous le commandement du quartier général de la Force qui, lui-même, relève de l'autorité de la MONUSCO. Les priorités établies par la MONUSCO ou par le quartier général de



Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Des combattants du M23 défaits par les FARDC et la Brigade d'intervention de la MONUSCO, en novembre 2013

la Force sont par conséquent les priorités de la Brigade d'intervention.

Etes-vous aujourd'hui en mesure de dire quel groupe armé sera ciblé bientôt? Non seulement les FDLR sont encore actifs mais, aussi d'autres groupes armés?

Il y a, comme vous le savez, une multitude de groupes armés illégaux dans l'Est de la RDC. Nous allons donc nous attaquer à un groupe après l'autre. Maintenant nous en sommes à la phase finale de l'expulsion des ADF. Ensuite, évidemment comme chacun d'entre nous le sait, le prochain groupe sera les FDLR. Et le groupe suivant sera déterminé par le quartier général de la Force de la MONUSCO.

Comparativement au M23, ces autres groupes armés sont-ils plus faciles à défaire ?

Je ne peux pas dire qu'ils soient plus faciles à défaire, car lorsqu'on s'engage dans une opération, il faut s'attendre à tout. Mais d'après ce qu'on a pu observer, je peux dire que les groupes les plus combattifs ont été le M23 et les ADF. Les groupes restants ne luttent que pour leur survie.

Et quelle est la vraie nature des relations entre vous et les FARDC dans les opérations qui sont menées contre les groupes armés ?

Les FARDC sont nos hôtes. Nous les respectons et sommes heureux de coopérer avec elles. Selon notre système, toutes les opérations doivent être dirigées par les FARDC. Nous leur apportons du soutien logistique en termes de moyens de transport aériens et terrestres. Mais aussi de l'approvisionnement en rations alimentaires, eau...

Est-ce à dire que vous ne prenez pas part aux combats ?

Nous le faisons mais en fonction du type d'opérations, mais je ne suis pas censé vous dire quel type de manœuvre nous appuyons ou effectuons pendant les opérations ; cela doit rester confidentiel.

Que pensez-vous de la capacité des FARDC à neutraliser les groupes armés restants elles-mêmes sans votre soutien ?

Je n'ai aucun doute que les FARDC peuvent elles-mêmes poursuivre ce travail sans notre soutien. Mais nous sommes là et notre mission n'est pas encore achevée. Quand elle le sera, je suis absolument certain que les FARDC poursuivront cette tâche elles-mêmes, car elles sont une bonne armée disposant de bons commandants et de bons soldats.

Certains Congolais pensent que vous pouvez partir et laisser les tâches restan-

tes aux FARDC; d'autres disent que vous devez rester. Que répondez-vous ?

L'avenir le dira; puisque nous sommes là et que nous n'avons pas encore achevé notre mission, il faut espérer que, le moment venu, les choses seront plus claires.

Pour finir, j'évoquerai le concept d'îlots de stabilité. Que représente-t-il pour la Brigade d'intervention? Et comment contribuez-vous à la matérialisation de ce concept ?

Toutes les zones jadis contrôlées par des groupes armés illégaux et aujourd'hui libérées doivent être sécurisées pour empêcher ces groupes d'y retourner. Les FARDC et la PNC doivent occuper ces zones afin que les populations puissent vaquer à leurs occupations. Ces zones doivent être occupées par les FARDC et la PNC afin de permettre aux populations de vaquer librement à leurs activités. Et nous aidons les FARDC à faire en sorte que la situation ne permette pas le retour de groupes armés illégaux.

Quel message adressez-vous aux membres de groupes armés qui refuseraient d'adhérer au plan DD3R ?

Tout simplement je demande instamment à tous les groupes armés illégaux de déposer les armes et de rejoindre la population locale dans la construction du bien-être de l'ensemble du peuple congolais ■



Photo MONUSCO/Syvain Liechti

Goma : la thèse de l'insécurité tenait sous la brève occupation du M23

La sécurisation de la ville de Goma vue par les populations

Comment l'homme de la rue juge-t-il la présence de la MONUSCO et des forces de l'ordre congolaises ? Voyage à travers la ville de Goma, celle qu'on aime et celle qui nous fait peur.

✉ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Les professionnels des médias le savent : tâter les pouls d'un événement passé ou à venir, c'est bavarder avec les chauffeurs de taxi, les coiffeurs, les marchands et bien d'autres passants.

Partis en reportage à Goma, les journalistes venus d'ailleurs s'obligent à faire une petite promenade du côté du bar, de la boîte de nuit, de l'hôtel ou de ce qui est couramment appelé dans cette ville - tout comme partout ailleurs en République démocratique du Congo - "NGANDA" (terrasses), parce qu'il y a des fortes chances d'y intercepter une discussion entre deux ou trois politiciens, jeunes étudiants, commerçants, fonctionnaires de l'État venus se rafraîchir autour de quelques cannettes de bière ou jouer au billard.

L'hôtel bar choisi, situé dans la ville

de Goma grouille de monde ce mercredi 27 août 2014, à partir de 17 heures. Il fait circuler moins de nouvelles politiques, moins d'informations sur Ebola que sur l'insécurité urbaine devenue une grande préoccupation pour les habitants.

Une enquête s'impose

La discussion des jeunes venus jouer au billard tourne autour de l'assassinat, il y a une semaine, d'un employé d'une Organisation Non gouvernementale internationale en mission humanitaire à Goma. Il avait été abattu à bout portant par un homme armé devant le domicile familial de sa compagne dans un quartier populaire de Birere. C'était entre 20 heures-21 heures au moment où il ramenait son amie après une escape dans une

boîte de nuit. "Son amie a été relâchée sans être entendue par le tribunal" raconte Sympho, très ému. "J'ai été jeté en prison ; j'ai dû payer une caution de 1 500 dollars pour être mis en liberté provisoire. La seule faute que j'ai commise fut que je me suis retrouvé sur le lieu du crime, aussitôt après, alerté par l'amie de mon défunt frère. C'est elle qui m'a appelé au téléphone pour m'annoncer le décès de mon frère" » ajoute le jeune technicien de radio, 35 ans.

Un compagnon de Sympho, qui nous suit attentivement, s'étonne, lui, que la justice n'ait pas été rendue. "Comment peut-on mettre en prison le plaignant et relaxer la personne sensée être témoin oculaire d'une bavure" s'interroge Mishapi, ingurgitant une bonne rasade de bière comme pour démontrer sa colère.

Sans transition, un autre jeune assis à



Un hélicoptère des Nations Unies survolant un quartier, au Nord Kivu

Photo MONUSCO/Serge Kasanga

une table parallèle à la nôtre se met debout, au milieu du cercle et tente de convaincre: "Malgré la confiance dont jouissent les forces de l'ordre publiques congolaises de Goma et la MONUSCO auprès des populations civiles depuis la défaite du M23 et la fin de ses plusieurs menaces sur la ville, force est de constater que le dispositif sécuritaire imaginé par les autorités provinciales et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ne fonctionne pas parfaitement".

Pourtant, peu après novembre 2013-date de la défaite du M23 par les Forces armées de la République démocratique du Congo appuyées par la Force d'intervention de la MONUSCO, Goma et tous ses environs, voire les territoires de Rutshuru, Walikale, Kanyabayonga avaient été pacifiés. Sans aucun doute.

Cependant, qu'une large opinion des habitants de Goma s'élève contre la MONUSCO et les forces de l'ordre (l'armée et la Police). Ce n'est pas nouveau, certes, la population ne partage pas la thèse de stabilisation soutenue par la Mission onusienne. L'on a comme l'impression qu'avec la présence de la MONUSCO, la sécurité devait être assurée à chaque habitant à 100%. "Impossible", répond un fonctionnaire de la Mission interrogé, qui estime, généralement, que la MONUSCO a elle seule, ne peut rien dans un pays aussi vaste qu'un sous-continent.

Mika indignée

"Après avoir échappé aux fascistes (M23, Ndlr), mon jeune frère, 25 ans, a été fauché au

mois de février 2014 par des bandits armés au moment même où se tenait à Goma le festival Amani qui célébrait la paix retrouvée dans la province du Nord Kivu" s'insurge la jeune Mika rencontrée sur le campus de l'Institut supérieur pédagogique de Goma. Comment recréer l'atmosphère d'une vie enfiévrée, rendre justice à cette jeune femme, lui faire comprendre que la MONUSCO vient en appui à l'Etat congolais à qui revient la première responsabilité d'assurer la sécurité de ses populations? Difficile.

Il faut retenir, cependant, que de nombreux cas d'assassinats commis dans la ville de Goma relèveraient de règlements de compte. C'est l'avis de Sergino, qui, tout de même nuance sa pensée: "Des tueries rapportées ça et là sont des règlements de

compte. La sécurité règne bel et bien depuis que la MONUSCO est présente dans cette ville. Vous pouvez vous promener 24 h sur 24 à travers toute la ville, à vélo, à moto, à pied. Même s'il faut reconnaître que les patrouilles des casques bleus sont très limitées. Les soldats de l'ONU à Goma ne se hasardent pas dehors, la nuit tombée, dans les quartiers périphériques plongés dans l'obscurité; ils aiment les réverbères".

Tous les discours officiels sur l'effectivité de la sécurité, la paix et la stabilité dans la ville de Goma s'effondrent face à ces jeunes hommes et femmes déçus: Sympho, Mika, Pierrot, Jules, Mishapi, Moussa vont très loin dans leur raisonnement, lorsqu'ils comparent la présence de 17 000 hommes des troupes des Nations Unies dans l'Est de la RD Congo à une "force d'occupation" ■



Photo MONUSCO/Sywan Liechti

De la protection des civils



Riccardo Maia à son arrivée à Goma

Photo MONUSCO

Ils racontent leur nouvelle vie à Goma...

Le récit d'un membre du personnel MONUSCO déployé à Goma. Riccardo Maia, chef du Groupe des Affaires juridiques, a rejoint son poste à l'Est en juillet 2014. Voici ce qu'il raconte.

✎ Tiré du bulletin "Réconfiguration de la MONUSCO"

Me voilà donc dans mon pré-fabrique (Corimec), confortable et offrant une vue oblique sur le lac. Un bureau ministériel et un espace amplifié m'y attendent. Goma! Que de choses entendues, que de nouvelles lues à propos! Suis-je en train de réussir l'exploit et d'entrer dans la légende? M'interroge-je.

Quelques heures plus tard, mon téléphone et mon ordinateur sont connectés.

Certes, des ajustements suivront, mais l'essentiel est là. Maintenant, il ne me reste plus qu'à faire face aux nouveaux défis, entre autres, compléter le formulaire de check-in dans les 24 heures.

Et comme un ami japonais disait selon un adage: "Si quelqu'un peut le faire donc, je peux le faire et si personne ne peut le faire alors je dois le faire" Je veux être le premier et le seul à le faire!

Aussitôt dit, aussitôt fait. Je saute dans

la voiture (Eh, donc la voiture est ici!) et je commence la chasse au trésor: CITS-Sécurité-Repas gastronomique au Café -Finance-CDT. J'y suis presque; plus qu'un cash: celui des Ressources humaines ; zut... "désolé, c'est déjà fermé pour aujourd'hui" me dit-on. "Mais ! Il est 17 h 25 et un cash ça ne prend pas plus de 3 secondes; je voudrais être le premier à réussir l'exploit...". "On s'en fiche". Oui, ça je le sais...

Malheureusement, je ne vais pas entrer dans la légende, je ne serai pas cet Italien-là qui a réussi l'exploit de faire son check-in en une seule journée, mais aussi une autre réalité restera inchangée: il faut trois semaines pour s'installer à Goma.

Pour l'instant, je suis descendu à Caritas. Chic et pas cher, mais je veux un "chez moi"

Donc, le week-end est réservé à la recherche d'une maison. Les maisons coûtent une fortune à Goma, c'est un fait bien con-

nu. Pour vous faire une idée, de nombreux staff des Nations Unies vivent dans des maisonnettes.

A la recherche d'une maison

"Oh! Vous êtes italien!" me demande quelqu'un qui poursuit, en blaguant : Café? Spaghetti ? Oui, Oui ! Mandolino, semper mangiare... Beaucoup d'agents de la MONUSCO sont ici, alors pour vous, il faut déboursier environ 2 000 à 2 500 balles (Ndlr, dollars) et, si non, pas de vue sur le lac! Oui, juste pour les "UN", je suppose. Réfléchis un peu et si on sortait des sentiers battus, je te donne un petit conseil: essayez le "commissionnaire" et, là, vous payerez: 1 000 \$, 1 200 \$ "à débattre" comme on dit ici.

Humm! Deuxième légende qui tranche avec les faits observés! Et je me réjouis de ne m'y être pas pris.

En effet, Goma offre un autre visage de la MONUSCO. Cela est peut-être dû à la brise matinale du lac, peut-être bien que cela tient à la poussière dans l'air, ou encore parce que vous rencontrerez des collègues toutes les cinq minutes. Du coup, on se sent de nouveau membre d'une équipe et il y a du grain à moudre ici et il se passe quelque chose tous les jours encore et encore, et ...

Désormais, mes chaussures, mes vêtements et mes cheveux portent une marque distinctive de la "poussière de Goma" que tout le monde apprécierait à.... la mode de Milan.

Kinshasa fait désormais partie du passé et je respire... Terminées les vidéo conférences, VTC et autres.

Enfin, je me sens l'âme d'un "Gomaticien" ■

De la Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni

L'insécurité est tellement exponentielle et incontrôlée à Beni et environs que le plus courageux d'entre les Hommes ne peut jurer de se réveiller le lendemain indemne ou vivant. Les actes de violations des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire international sont monnaie courante. Actes aussi bien imputés aux groupes armés qu'aux coupeurs de route. C'est pour y mettre fin que les autorités de la République Démocratique du Congo (RDC) et de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) ont trouvé une solution qui commence à porter ses fruits.

✂ Par Moussa Demba Diallo/MONUSCO



Photo MONUSCO/Moussa Demba Diallo

A Beni, dans la localité de Mamundioma, les populations locales suivent un meeting d'une délégation des membres du Gouvernement et du Bureau de la MONUSCO. Mamundioma a été récemment libérée de l'occupation d'un groupe armé par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la Brigade d'Intervention de la MONUSCO

En effet, "l'Est de la RDC notamment la Province du Nord-Kivu connaît depuis plusieurs décennies de violences graves et intermittentes à la différence du reste du pays relativement stabilisé. La situation sécuritaire marquée par la persistance de conflits armés, demeure volatile et délétère. Malgré

les initiatives de paix et les opérations militaires contre les groupes armés nationaux et étrangers, la Province notamment le territoire de (...) Beni et Lubero, continuent à être le théâtre d'activités récurrentes et violentes de rebelles et de miliciens".

Les causes de l'insécurité à Beni et Ter-

ritoire de Beni peuvent être imputées à la "prolifération des armes à feu favorisée par la présence des groupes armés, le trafic intra-étatique et transfrontalier des armes lié à l'exploitation illicite des richesses minières et/ou forestières".

Selon les autorités policières de la MO-



La police de la MONUSCO appuyant la police nationale congolaise (PNC) dans un point de contrôle routier

Photo MONUSCO/Moussa Demba Diallo

NUSCO, "les auteurs de cette insécurité pourraient être des rebelles ougandais et leurs alliés congolais agissant en représailles aux défaites subies face aux Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) appuyées par la MONUSCO". Il faut y ajouter le comportement nocif des groupes de milices d'auto-défense des populations locales qui écumant les forêts et brousses à la recherche de minerais et de l'argent facile.

La ville de Beni et le territoire de Beni ont été le terrain d'une myriade d'exactions allant d'un simple vol qualifié de vol à main armée en passant par des assassinats, viols, rapt, actes de terrorisme, attaques à la grenade, agression, justice populaire et autres actes d'extorsion de bien de paisibles citoyens qui n'osent plus s'aventurer au-delà des zones inhabitées, aller au champ ou se promener la nuit. Des bandits de tous genres et de tout acabit ont fini d'occuper l'espace vital des villes et des campagnes semant terreur et désolation partout.

Rétablir la confiance

En mettant en place la Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité (SOLIB) à Beni pour soutenir les efforts des autorités militaires et policières de la RDC, la MONUSCO entend mettre un terme au ravitaillement et à la domination des zones opérationnelles des ennemis de la paix dans la ville de Beni et territoire de Beni.

Ces points de contrôle ont pour objectifs entre autres de "renforcer les capacités professionnelles et opérationnelles de la PNC pour la rendre apte à remplir efficacement ses missions suivant les normes internationales dans

le respect des Droits et Libertés de l'Homme dans un Etat démocratique".

Le second objectif est "d'assurer de manière efficace et efficiente la sécurité et l'ordre public à Beni et dans le territoire de Beni, en termes de prévention et de répression des crimes et délits par une réponse sécuritaire concrète et coordonnée de tous les acteurs locaux de sécurité".

"Sous l'autorité du Commissaire provincial de la PNC du Nord-Kivu, le Commandement du District de la PNC de Beni assurera en relation avec la Police des Nations Unies de la MONUSCO et avec les différentes Unités et Forces impliquées dans les opérations, la coordination opérationnelle de la mise œuvre de la SOLIB et de la réponse sécuritaire".

Il s'agit de "rétablir la confiance entre les populations, la PNC, les FARDC et la MONUSCO notamment par le renforcement de la police de proximité, les actions civiles et militaires et une bonne politique et stratégie de communication dans laquelle Radio Okapi pourrait jouer un grand rôle".

En effet, cela fait trois mois, exactement le 21 avril 2014, que la Police Nationale Congolaise (PNC) appuyée par l'Unité de la Police formée indienne (IND/FPU) et la Police des Nations Unies (UNPOL) établit des points de contrôle le long des routes Beni-Mavivi, Beni-Mangina et Beni Oicha.

Baisse drastique de la criminalité

Désormais il n'est pas rare de voir, au détour d'un virage et le long des routes, le dispositif de la SOLIB mis en place pour obliger les automobilistes et motocyclistes à ralentir et se soumettre aux fouilles corporelles,

palpation, détection de métaux et contrôle d'identité.

Les effets positifs des points de contrôle se font sentir dans la ville de Beni et dans le territoire de Beni. La PNC a réussi à saisir d'importantes quantités de stupéfiants notamment du chanvre indien ou marijuana. Des cas de saisie d'armes et de munitions ont été également enregistrés, sans compter les interpellations d'individus suspects ou de militaires et policiers en situation irrégulière.

Ainsi, un chauffeur de mototaxi a été pris dans ce dispositif avec une valise contenant 600 sachets de boisson prohibée au regard de la législation congolaise. L'Etat-major de la PNC a donc dépêché une équipe pour mener les investigations. Les Agents de la PNC ont aussi découvert deux sachets contenant du chanvre indien d'environ 500 grammes sur un motocycliste. Comme ils ont également découvert un sac militaire dans la broussaille contenant un chargeur garni de 7.65 mm soit 30 munitions, une tenue militaire, une paire de rangers, trois pull-overs militaires et trois imperméables.

Les fouilles des agents de la PNC se font dans le strict respect des Droits de l'Homme et du Droit humanitaire international sous la supervision des Unités de l'UNPOL, de la SOLIB et IND/FPU.

Avec la mise en place de SOLIB, la criminalité a drastiquement baissé à la grande satisfaction des populations et des autorités. Les activités menées dans le cadre de la SOLIB, ont beaucoup contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire constatée ces derniers temps dans la sous-région ■

